

COVID 19 : Seulement 2% des doses de vaccins administrées pour l'Afrique

Page 13

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 22 septembre 2021

7 jrs/7

N°1736 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

La France s'excuse et réhabilite les Harkis de la guerre d'Algérie

Page 14



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

RDC : Le budget du ministère de la santé s'est évaporé, selon une ONG

Page 9



Les autorités soudanais dénoncent une tentative de coup d'État ratée

Page 16

AFRIQUE DU NORD

Différend autour du méga barrage : L'ONU exhorte les protagonistes à reprendre la médiation

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mercredi 15 septembre , une déclaration encourageant l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan « à reprendre les négociations » sous les auspices de l'Union africaine pour conclure rapidement un accord sur un méga-barrage controversé sur le Nil.



Vers une reprise des négociation entre l'Egypte ,le Soudan et l'Ethiopie à propos du grand barrage de la renaissance



L'Égypte et le Soudan redoutent une crise de l'eau dévastatrice

Le Conseil de sécurité de l'ONU a, dans une déclaration exhorté l'Egypte, le Soudan et l'Ethiopie a trouvé un «accord mutuellement acceptable et contraignant sur le remplissage et l'exploitation» du Grand barrage éthiopien de la Renaissance, ou GERD, «dans un délai raisonnable». Cette déclaration intervient alors que les négociations sont dans une impasse. Dans la déclaration rédigée par la Tunisie, les membres de l'organe suprême de sécurité des Nations Unies ont également invité tous les médiateurs au projet contesté «à continuer à soutenir les négociations en vue de faciliter la résolution des questions techniques et juridiques en suspens». «Le Conseil de sécurité appelle les trois pays à faire avancer le processus de négociation dirigé par l'UA de manière constructive et coopérative», indique le communiqué.

Pomme de discorde

Le barrage a fait l'objet d'une réunion du Conseil de sécurité début juillet, même si ses membres ont des avis

La suite à la page 3

La suite de la page 2

divergents sur la nécessité pour l'instance dédiée à la paix mondiale de se saisir d'un sujet lié à l'approvisionnement en eau. L'Éthiopie a pour sa part critiqué toute implication du Conseil de sécurité, affirmant que l'Union africaine était mieux placée pour aider à résoudre le conflit. Le GERD, qui devrait être le plus grand projet hydroélectrique d'Afrique une fois achevé, a déclenché une impasse diplomatique de près d'une décennie entre Addis-Abeba et les pays en aval, l'Égypte et le Soudan. En juillet, l'Éthiopie a annoncé que le GERD était prêt à produire de l'électricité après avoir terminé la deuxième phase de remplissage, affirmant que le projet est essentiel à son développement, mais le Caire et Khartoum craignent qu'il ne restreigne l'accès à l'eau de leurs citoyens qui vivent de l'agriculture.

Source: Nation Africa

K.Fiakofi

Victimes d'Hissène Habré : Une délégation de l'UA échange avec les autorités tchadiennes



La délégation de l'UA doit rencontrer d'autres autorités tchadiennes et le Conseil des victimes pour le même motif

Une délégation de l'Union africaine, conduite par Tordeta Ratebaye, directeur de cabinet du président de la Commission de l'UA, par ailleurs, président du Conseil d'administration du fonds d'indemnisation des victimes d'Hissène Habré est au Tchad. Elle a rencontré ce jeudi dernier le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger, Oumar Ibn Daoud.

Cela fait quatre ans qu'Hissène Habré, décédé en août dernier, a été condamné à la prison à perpétuité mais aussi à indemniser les victimes de son règne (1982-1990). Mais jusqu'aujourd'hui, les victimes attendent toujours.

C'est dans le but de faire avancer le processus d'indemnisation que la mission de l'Union africaine, conduite par le président du Conseil d'administration du fonds d'indemnisation, Tordeta Ratebaye, séjourne au Tchad.

Lors de la rencontre de jeudi dernier avec le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger,

La suite à la page 4

La suite de la page 3

Oumar Ibn Daoud, les deux parties ont fait l'état des lieux des avancées et du reste du chemin à parcourir avant que le dédommagement des victimes ne devienne réalité. Pour Tordeta Ratebaye, il y a eu malentendu au départ sur la notion de fonds car les gens pensaient que c'est de l'argent qui existe. Alors que, indique-t-il, le fonds est juste un cadre institutionnel, un organe d'exécution de la décision de réparation prononcée par les chambres africaines extraordinaire afin de mobiliser les fonds nécessaires à l'indemnisation des victimes. C'est pourquoi, insiste-t-il, l'objet de la visite est d'expliquer pour lever le doute et l'incompréhension mais aussi aider à la mise en œuvre effective de ce fonds.

Dans ce sillage, Tordeta Ratebaye souligne qu'un accord a été signé en juin 2019 avec le gouvernement tchadien pour l'établissement du siège du fonds d'indemnisation. L'année suivante, le gouvernement à mis à disposition un siège mais, déplore-t-il, la pandémie de Covid-19 a entravé le processus. Il relève donc qu'ils sont à N'Djamena pour reprendre le contact avec le gouvernement pour préparer la réception du bâtiment, rencontrer les conseils des victimes afin qu'elles désignent leurs représentant pour compléter le conseil d'administration du fonds, installer ce conseil et en fin organiser une conférence des donateurs.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger, Oumar Ibn Daoud, quant à lui, s'est réjoui de quelques avancées qui sont la désignation par le gouvernement d'un membre et de trois personnes par les associations des victimes pour les représenter au conseil d'administration et la mise à disposition du siège pour le fonds. Le secrétaire d'Etat rassure de la disponibilité du gouvernement à apporter son assistance pour la mise en œuvre effective du conseil d'administration du fonds d'indemnisation. Il exhorte les instances de l'Union africaine à « remplir leurs engagements » pour accompagner le processus.

A l'agenda de cette délégation, il y a également des rencontres avec le ministre de la Justice, le secrétaire général du gouvernement et les conseils des victimes.

Nang-yanan Raoul

Guinée : Le pays déclare la fin de l›épidémie du virus de Marburg

Une épidémie du virus mortel de Marburg en Guinée est officiellement terminée, ont annoncé jeudi 16 septembre, les autorités sanitaires, moins de six semaines depuis que le tout premier cas de la maladie en Afrique de l'Ouest a été détecté.

Aucun autre cas n'a été confirmé par les agents de santé surveillant les 170 contacts à haut risque du premier patient, qui a été diagnostiqué après avoir succombé à la fièvre hémorragique hautement infectieuse. L'épidémie est survenue deux mois seulement après que le pays a été déclaré exempt d' Ebola à la suite d'une brève poussée plus tôt cette année qui a tué 12 personnes. «Aujourd'hui, nous pouvons souligner l'expertise croissante dans la réponse aux épidémies en Guinée et dans la région qui a sauvé des vies, contenu

La suite à la page 5

GUINÉE

La suite de la page 4



L'OMS salue la réaction ''immédiate et décisive'' des autorités sanitaires

et éviter une propagation du virus de Marburg», a déclaré Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique. «Sans action immédiate et décisive, des maladies hautement infectieuses comme Marburg peuvent facilement devenir incontrôlables», a-t-elle déclaré dans un communiqué.



La transmission se produit par contact avec des fluides corporels et des tissus infectés

Le cas de Marburg et les cas d'Ebola de cette année ont été détectés dans le district de Gueckedou en Guinée, près des frontières avec le Libéria et la Sierra Leone. Les premiers cas de l'épidémie d'Ebola 2014-2016 la plus importante de l'histoire provenaient également de la même zone dans la région forestière du sud-est de la Guinée. Il y a eu 12 épidémies majeures de Marburg depuis 1967, principalement en Afrique australe et orientale. Selon l'OMS, les taux de mortalité ont varié de 24% à 88% lors des épidémies passées en fonction de la souche virale et de la gestion des cas. La transmission se produit par contact avec des fluides corporels et des tissus infectés. Les symptômes comprennent des maux de tête, des vomissements de sang, des douleurs musculaires et des saignements par divers orifices.

Source:Standard media.

K.Fiakofi

ANGOLA

L'ex-président José Eduardo dos Santos de retour à Luanda après deux ans d'absence



L'ancien président angolais s'est rendu à Barcelone en avril 2019 pour des examens médicaux de routine

L'ancien président de l'Angola, José Eduardo dos Santos, a fait son retour à Luanda , la capitale angolaise, mardi 14 septembre après avoir vécu à Barcelone (Espagne) depuis 2019.



Maître absolu de l'Angola pendant 38 ans, M. dos Santos, 79 ans, ici en compagnie de sa fille Isabel, est accusé d'avoir largement détourné les ressources nationales en favorisant sa famille et ses proches

L'ex-président angolais José Eduardo dos Santos, dont le clan est ciblé par une vaste campagne de lutte anticorruption, s'est rendu mardi 14 septembre en Angola après plus de deux ans en Espagne, selon l'agence de presse gouvernementale, Angop. Il a atterri dans la capitale Luanda dans la matinée. Selon l'agence de presse Lusa, José Eduardo dos Santos sera reçu par les responsables du protocole de l'Etat. L'ancien chef de l'État angolais, qui a une résidence dans le quartier de Miramar à Luanda, vit à Barcelone depuis deux ans, ne se rendant à Dubaï que pour rencontrer sa fille, Isabel dos Santos, qui fait l'objet de poursuites judiciaires dans plusieurs pays , y compris l'Angola et le Portugal.

José Eduardo dos Santos reste protégé de toute poursuite

La suite à la page 7

NIGÉRIA

La suite de la page 6

criminelle jusqu'en 2022

Depuis que João Lourenço a pris le pouvoir en septembre 2017, certains des plus proches collaborateurs et membres de la famille de José Eduardo dos Santos, dont ses enfants Isabel dos Santos et José Filomeno dos Santos, ont été pris pour cible par la justice angolaise. En effet, selon l'AFP, les membres de la famille de Dos Santos, ces dernières années, n'ont pas été épargnés par une vaste opération « mains propres » menée par son successeur. Première femme milliardaire d'Afrique, sa fille Isabel dos Santos est soupçonnée, d'avoir détourné un milliard de dollars d'argent public. Le fils de l'ancien dirigeant, José Filomeno dos Santos, quant à lui, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir détourné de l'argent provenant du fonds souverain de l'Angola, qu'il a supervisé de 2013 à 2018. Selon la Constitution, José Eduardo dos Santos reste protégé de toute poursuite criminelle par son statut d'ancien président jusqu'en 2022, année où l'Angola tiendra des élections présidentielle, parlementaires et locales.

Sources : Lusa, AFP, Angop

Pierre Oued.

Une centaines de prisonniers mis aux arrêts après leur évasion



108 des 240 fugitifs arrêtés après une évasion dans une prison

Au moins 108 des 240 détenus qui se sont évadés dimanche 12 septembre 2021 d'une prison du centre du Nigeria ont été capturés par les forces de sécurité, a indiqué mardi 14 septembre un responsable des services pénitentiaires nigérians cité par VOA Afrique.

Selon Francis Enobore, porte-parole de l'administration pénitentiaire, joint au téléphone par l'AFP, 108 prisonniers ont été recapturés» après l'évasion de la prison de Kabba, dans l'Etat de Kogi. «Ce chiffre va augmenter au fil des heures», a-t-il assuré précisant à l'AFP que «diverses mesures» avaient été prises sans préciser lesquelles - «pour que tous les évadés soient retrouvés».

Selon notre source, un soldat et un gardien ont été tués durant l'assaut. La prison accueillait 294 prisonniers, dont 224 prévenus en attente de jugement. Il faut noter que les évasions de masse de prisonniers ne sont pas rares au Nigeria. Le 5 avril 2021, des hommes armés avaient pris le QG de la police d'Owerri (sud-est) et libéré plus de 1.800 prisonniers. Depuis plusieurs années, les forces de sécurité nigérianes sont débordées par les opérations de gangs armés dans le centre et le nord-ouest, une insurrection jihadiste dans le nord-est et des troubles séparatiste dans le sud-est.

Oumou Konaté

SOMALIE

Un attentat-suicide tue des civils et des soldats à Mogadiscio

Neuf personnes ont été tuées mardi dans un attentat suicide présumé dans la capitale Mogadiscio. D'après la police et des témoins, les victimes sont en grande partie des membres des Forces de sécurité somaliennes.



Le groupe islamiste Al-Shabab lance des attaques fréquentes contre des cibles gouvernementales et civiles à Mogadiscio et ailleurs



Le groupe armé Al-Shabab revendique la responsabilité de la dernière attaque dans la capitale somalienne

L'attaque a eu lieu près d'un poste de contrôle fréquenté par les forces de sécurité, a indiqué le policier, Mohamed Ali.»Des enquêtes sont toujours en cours mais avec toutes les indications à ce jour, un kamikaze a causé l'explosion», a-t-il déclaré à la presse locale, ajoutant que six membres des forces de sécurité et trois civils ont été tués et 11 autres personnes blessées. L'attentat a été revendiqué par le groupe islamiste Al-Shabaab lié à Al-Qaïda qui se bat pour renverser le gouvernement fédéral somalien depuis 2007 en menant des vagues d'attaques. «Je suis passé par la zone quelques minutes après l'explosion, toute la zone était en désordre avec des chaussures abandonnées appartenant aux victimes», a déclaré le témoin Kudow Yusuf.

Un autre témoin, Adan Hussein, a déclaré avoir vu plusieurs corps dont certains en uniforme, transportés dans des ambulances. Le mois dernier, les extrémistes ont revendiqué la responsabilité d'un attentat suicide dans un café de Mogadiscio qui a fait deux morts et cinq blessés. Le groupe djihadiste contrôlait la capitale jusqu'en 2011, date à laquelle il en a été chassé par les troupes de l'Union africaine. Toutefois, il contrôle toujours des territoires dans les campagne et lance de fréquentes attaques contre des cibles gouvernementales et civiles à Mogadiscio et ailleurs.

Source: Nation Africa

K.Fiakofi

RD CONGO

Evaporation du budget du ministère de la santé, selon une ONG

Les autorités sanitaires de la RD Congo n'ont pas expliqué où sont passés les millions de dollars destinés à la construction d'hôpitaux et d'autres centres de traitement, a déclaré lundi un groupe de responsabilité publique.



Ce sont des millions de dollars qui ont disparu au ministère de la Santé, en RDC



Les hôpitaux en RDC sont dans un état de délabrement avec des soins de santé quasi-inexistants pour les populations

La branche congolaise du réseau mondial "Publiez Ce Que Vous Payez" se dit préoccupée pour la transparence dans la gestion des finances publiques et a déclaré avoir examiné 35 des 77 projets financés par le budget 2019 à hauteur de 9,6 milliards de francs CFA. «Nous notons une très faible exécution du budget de la santé, car aucun projet n›a été entièrement achevé», a déclaré une source proche du réseau mondial, dans un rapport.

«Nous avons eu du mal à suivre les projets menés, nous n'avons pas pu voir la traçabilité des fonds», a déclaré Brice Makosso, coordinateur adjoint de l'ONG "Publiez ce que vous devez". L'ONG a déclaré à l'AFP avoir soumis son rapport au ministère de la Santé, deux semaines avant sa publication, mais n'a reçu aucune réponse. L'argent aurait dû être utilisé, entre autres, dans le cadre du coût de construction de 12 hôpitaux généraux. Bien que l›argent ait été déboursé et dépensé, les travaux dans les hôpitaux «étaient au point mort en 2019», a indiqué Makosso.

Des fonds ont également été alloués pour équiper les centres de dialyse à travers les budgets de 2017, avant de relever que ces centres ne sont pas encore construits, donc sont inexistants à ce jour..

source: Nation Africa

K.Fiakofi

CENTRAFRIQUE

Le nord-ouest du pays en proie à de graves exactions

La situation sécuritaire est de plus en plus alarmante dans le nord-ouest de la Centrafrique, principal foyer de résistance à la reconquête du territoire par les forces gouvernementales. De graves exactions seraient commises dans cette région dont la quasi totalité des victimes est constituée de civils, selon rfi.



La dégradation de la situation sécuritaire au nord-ouest du pays inquiète



Les paramilitaires russes, responsables des exactions sur les civils, selon le groupe rebelle 3R

La situation sécuritaire dans le nord-ouest de la Centrafrique est très inquiétante, selon des informations rapportées par rfi, le 13 septembre 2021. Des exécutions massives, des viols, des villages brûlés, une attaque d'hélicoptère…. Les groupes rebelles, les forces armées centrafricaines et les paramilitaires russes qui combattent à leurs côtés seraient impliqués dans ces exactions qui ont visé principalement des civils. A en croire notre source, la gravité de la situation sécuritaire empêche les humanitaires d'accéder à la zone.

Les paramilitaires russes pointés du doigt

Région riche en minerais, le nord-ouest centrafricain est le fief du groupe rebelle "3R" qui mène une résistance farouche aux forces armées centrafricaines. Le groupe armé, suspecté de graves exactions, de représailles sur les populations, a publié, samedi 11 septembre dernier, un communiqué accusant les paramilitaires russes qui combattent aux côtés des forces gouvernementales de plusieurs « massacres » ciblant, selon lui, les communautés peules et gbayas. A en croire les rebelles, plus d'une centaine de civils ont péri dans ces violences.

Pourtant les autorités centrafricaines ont réjété en bloc les accusations du groupe armé. Pour le porte-parole de la présidence, le ministre Albert Yaloke Mokpeme, cité par rfi, il s'agit de "fake news". Du reste, il a confirmé l'arrestation de plusieurs combattants du groupe 3R du côté de la frontière avec le Cameroun.

Source : rfi

Line Rose

NIGÉRIA

Une vaste opération militaire libère des dizaines d'enfants otages

Le mouvement djihadiste au Nigeria ou insurrection de Boko Haram est à la base du conflit armé qui a éclaté en 2009 dans le nord du pays. Suite à ses attaques contre des établissements scolaires, des lycéennes sont enlevées et ensuite mariées de force à des djihadistes. Le rapt le plus important a lieu le 14 avril 2014 à Chibok où 276 lycéennes de 12 à 17 ans sont capturées par des djihadistes lors d'un raid sur la ville.



L'armée nigériane, engagée dans une vaste opération militaire visant à démanteler les groupes armés implantés dans le nord du pays

Selon Allafrica, les autorités de l'Etat de Zamfara, dans le nord-ouest du Nigeria ont annoncé la libération de plus de 70 enfants qui avaient été kidnappés dans leur école de Kaya. L'armée nigériane est engagée dans une vaste opération militaire visant à démanteler les camps des groupes armés implantés dans la région. Après avoir prôné le dialogue et signé des accords d'amnistie des gangs criminels locaux, le gouverneur de l'Etat de Zamfara a radicalement changé de ton ces dernières semaines. Depuis la fin du mois d'août, une série de mesures ont été prises pour appuyer une opération des forces de sécurité nigérianes, chargées de « nettoyer » l'Etat des « bandits » comme on les surnomme localement.

Notre source a expliqué que ces groupes armés sont spécialisés dans le vol de bétail, les attaques de camions et surtout les kidnappings contre rançon. Plus de 1 000 enfants et adolescents ont ainsi été enlevés dans leurs établissements scolaires depuis le mois de décembre 2020. Face à la dégradation de la situation, les autorités ont finalement opté pour la méthode forte.

Marché de bétail et communications suspendus

Les autorités évoquent « les premiers succès » dans cette opération militaire alors que l'attaque d'une base de l'armée nigériane dans l'Etat de Zamfara a causé la mort de 12 personnels militaires. Fin juillet, un avion de l'armée a été abattu à la frontière entre les Etats de Zamfara et Katsina, témoignant de la puissance de feu des groupes armés qui opèrent dans la zone. Pour faciliter le démantèlement des nombreux camps implantés dans l›Etat de Zamfara, les marchés de bétail hebdomadaires ont été suspendus et toutes les communications coupées pour une durée de deux semaines. Une décision qui inquiète les représentants de la société civile qui estiment que la suspension des lignes téléphoniques et d'internet revient à « punir les citoyens », innocents.

Fatimata COMPAORÉ

SANTE

Covid 19 dans le monde : Seulement 2% des doses de vaccins administrées pour l'Afrique

L'Afrique qui ne représente que 2% des plus de 5,7 milliards de doses de vaccins contre le nouveau coronavirus administrées à travers le monde, est «laissée pour compte par le reste du monde», a estimé, mardi, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus. Celui-ci met en garde contre les inégalités vaccinales, selon Xinhua.



L'OMS, l'Union africaine et le mécanisme COVAX ont appelé les fabricants de vaccins à donner la priorité à l'initiative COVAX

L'Organisation mondiale de la santé ambitionne en 2021 de faire vacciner au moins 40% de la population de chaque pays et 70% d'ici le milieu de l'année prochaine. Le hic, c'est que seuls 2 pays en Afrique ont atteint l'objectif de 40%, soit le niveau le plus bas de toutes les régions, a indiqué le chef de l'ONU lors d'un point de presse en ligne, indique Xinhua. «*Ce n'est pas parce que les pays africains n'ont pas la capacité ou l'expérience de déployer les vaccins contre la COVID-19, c'est parce qu'ils ont été laissés pour compte par le reste du monde*», a dénoncé Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Afin de garantir l'accès juste et équitable aux vaccins contre la COVID-19, l'OMS et ses partenaires ont mis en place, l'année dernière, une initiative mondiale dénommée COVAX. A ce jour, le mécanisme a livré plus de 260 millions de doses de vaccins à 141 pays dans le monde.

Respect des engagements de partage des doses vaccinales

Si le mécanisme COVAX a bien fonctionné jusque-là, il a également dû faire face à plusieurs défis qui, selon l›OMS, ont été entraînés par le fait que les fabricants ont accordé la priorité aux accords bilatéraux et que de nombreux pays à revenu élevé ont contrôlé l›approvisionnement mondial en vaccins, nous indique Xinhua. Selon John Nkengasong, directeur du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), qui a également assisté au point de presse, moins de 3,5% des Africains ont été vaccinés contre la COVID-19, ce qui est loin de l'objectif officiel de 60%. «*Plus l'inégalité vaccinale persiste, plus le virus continuera à circuler et à muter, plus les perturbations sociales et économiques persisteront, et plus les chances d'apparition de davantage de variants qui rendent les vaccins moins efficaces seront grandes*», a-t-il averti.

L'OMS, l'Union africaine ont d'ailleurs exhorté les pays à respecter leurs engagements en matière de partage de doses et à faciliter le partage des technologies de vaccins et de la propriété intellectuelle.

Source : Xinhua

Pierre Oued.

BURKINA FASO

RIPAQUE, un projet centré sur la formation professionnelle des jeunes

Le Secrétaire chargé des questions d'éducation, d'emploi et formation du Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB), Dr Issa Compaoré, et ses collègues ont animé une conférence de presse le jeudi 16 septembre à Ouagadougou. Cette conférence qui rentre dans le cadre du Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (PAFPA) a pour objectif de faire le bilan de la mise en œuvre des activités du premier semestre de son projet RIPAQUE (Renforcer l'Insertion Professionnelle par des Apprentissages de Qualité dans les entreprises du Bâtiment et Travaux Publics au Burkina Faso) et présenter les perspectives pour le second semestre.



Le cadre de concertation, d'orientation et de suivi assiste l'équipe de mise en oeuvre du projet



Dr Issa Compaoré et Francisco Bellafont Alvaro (milieu), avec 2 membres du CNPB

Cette rencontre a connu la participation du Chargé de Programme-Emploi et Formation Professionnelle de l'Union européenne au Burkina Faso, Francisco Bellafont Alvaro ainsi que plusieurs autres membres participants. En effet, le projet RIPAQUE a été créé pour contribuer à l'amélioration de l'Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dans le secteur Bâtiment et travaux publics (BTP) au Burkina. Pour ce faire, la sensibilisation et la formation des jeunes dans ce domaine sont des priorités, selon les conférenciers. Ainsi, la collaboration entre le monde de la formation et celui de l'entreprise est envisagée en vue de combler le déficit en main d'œuvre qualifiée, de l'avis des conférenciers.

A l'issue de la rencontre, a eu lieu l'installation des nouveaux membres du Comité technique et de suivi du projet (CTSP), le projet de décision de création, attributions, fonctionnement du CTSP après examination et adoption, la présentation des activités du premier semestre ainsi que l'examen des perspectives du second semestre et des résultats de l'étude/ enquête sur l'identification des besoins en formation dans le secteur du BTP.

La suite à la page 14

ALGERIE

La suite de la page 13

Palier les déficits de qualification par la formation

Selon Dr Issa Compaoré, le programme initié est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le Conseil national du patronat et le Centre international de formation de Turin (Centre du BIT). A l'occasion, le comité de suivi est revenu sur les résultats d'une étude réalisée sur les besoins afin de mieux orienter les actions du programme au niveau des entreprises dans le secteur du BTP" a-t-il souligné. L'étude permettra de pallier les déficits de qualification à travers la formation des jeunes dans le secteur du BTP afin d'obtenir des prestations de qualité des entreprises (routes, bâtiments etc) utiles pour le développement du Burkina Faso, a précisé Dr Issa Compaoré. A entendre Bellafont Alvaro, l'approche du projet implique les entreprises dans la formation de la main d'œuvre qualifiante ainsi que l'insertion professionnelle après formation. A noter que le projet RIPAQUE est le fruit de la collaboration entre le Centre International de Formation de l'Organisation International du travail (CIFOIT) et le Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB). Sa zone d'intervention est Ouagadougou et ses périphéries.

Lucien DAKISSAGA (stagiaire)

Macron présente les excuses de la France aux anciens combattants algériens "Harkis"



Emmanuel Macron a remis les insignes de Chevalier de la Légion d'honneur à Salah Abdelkrim, lors d'une cérémonie à la mémoire des Harkis, à l'Élysée, le 20 septembre 2021

Emmanuel Macron a reçu le lundi 20 septembre à l'Elysée, d'anciens combattants algériens avant la journée nationale d'hommage aux «Harkis» célébrée tous les 25 septembre depuis 2003. Ce geste du président français marque une reconnaissance en la mémoire des "Harkis" morts où abandonnés par la France lors de la guerre d'Algérie.

Selon Africanews, c'est dans le cadre d'une politique mémorielle initiée par Macron que quelque 300 "Harkis" dont l'âge est compris entre 60 ans et plus ont été conviés ainsi que leurs descendants, des responsables d'associations et des personnalités à une cérémonie à l'Elysée.

Toutefois, lors de la cérémonie, alors que le Président français prononçait son discours, une descendante de "Harki" (terme arabe "haraka" qui veut dire "opération militaire") s'écria dans la salle et se dit être "oubliée par le président Macron" à qui elle avait joint une lettre, a rapporté notre source. De son côté, le président français a rétorqué en montrant

La suite à la page 15

ALGERIE

La suite de la page 14



Des harkis reçus dans la cour des Invalides, à Paris, le 25 septembre 2018. (PHILIPPE LOPEZ / AFP)

son regret, tout en soulignant une division au sein même des «Harkis», des rapatriés et des militaires qui défendent la même cause mais ne s'écoutent pas, ce qui entraverait selon lui le « chantier de la réparation ».

Macron a ensuite abordé la question de l'élaboration d'un «texte de lois de reconnaissance et de réparation qui n'a pas vocation à relater l'histoire». «L'abandon militaire et la maltraitance des familles sur le sol français» seront les deux axes majeurs de ce tout nouveau texte de loi. L'adoption de ces texte démontre la volonté du Chef de l'Etat français à aller plus loin que ses prédécesseurs dans la reconnaissance et la responsabilité des gouvernements français. Selon l'Elysée, cet abandon de l'Etat français est « un manquement fait aux Harkis mais aussi au manquement de la République française à ses propres valeurs ».

Des auxiliaires de l'armée française abandonnés par l'Etat

L'histoire de ces soldats algériens dénommés "Harkis" remonte de 1954 à 1962 à la guerre d'Algérie, lorsque la France face à la guérilla du Front de Libération Nationale (FLN) avait été obligée de recruter ces Algériens supplétifs de l'armée française pour renforcer son bataillon. Beaucoup de ces "Harkis" seront plus tard abandonnés par le France et considérés comme des traîtres de la nation algérienne par la population ainsi que les combattants du FLN au lendemain des accords d'Evian du 18 mars 1962, consacrant la défaite française en Algérie.

Néanmoins, ceux qui ont trouvé refuge en France étaient placés dans des camps de transit et de reclassement où les conditions étaient terribles (entourés de barbelés, avec une entrée contrôlée, etc.). On dénombre environ 42 000, ces Harkis accompagnés de leurs femmes et enfants qui ont été évacués en France par l›armée. Quelque 40.000 autres sont arrivés en France à travers des filières semi-clandestines ou clandestines.

Lucien DAKISSAGA (stagiaire)

SOUDAN

Les autorités dénoncent une tentative de coup d'État ratée

« Il y a eu une tentative de coup d›État ratée, le peuple devrait y faire face », ont rapporté les médias d›État. Une source gouvernementale de premier plan a déclaré que les comploteurs avaient tenté de s›emparer du bâtiment des médias d›État, mais «ils ont échoué».



Arrestation et début des enquêtes à l'encontre des putschistes après la tentative avortée



La circulation semblait se dérouler sans heurts dans le centre de Khartoum

Selon une source militaire de haut rang ,un groupe d'officiers «étaient impliqués dans la tentative mais ont été immédiatement suspendus». Il a été rapporté que des chars se sont déplacés devant l'hôpital militaire d'Omdurman et ont fermé la route vers l'ancien pont d'Omdurman, à côté du parlement soudanais,au milieu d'un déploiement massif de forces militaires dans la région. Des sources ont déclaré à Nation Africa que la tentative de coup d'État devait être lancée dans plus d'un quartier de la capitale Khartoum. La circulation semblait se dérouler sans heurts dans le centre de Khartoum mardi, y compris autour du quartier général de l'armée, où des mois de manifestations de masse ont provoqué l'éviction du président vétéran Omar al-Bashir, il y a deux ans. Les forces de sécurité soudanaises ont cependant fermé le principal pont sur le Nil reliant Khartoum à sa ville jumelle Omdurman. Muhammad al-Faki Suleiman, membre du Conseil souverain soudanais et porte-parole officiel du Conseil,

La suite à la page 17

La suite de la page 16

a appelé tous les Soudanais à défendre le pays.

Dans un communiqué posté sur son compte Facebook, il avait déclaré «Courez pour défendre votre pays et protéger la transition», avant de rassurer dans un commentaire que «Les choses sont sous contrôle et la révolution est victorieuse. «Il a également confirmé que l'État interrogeait sous peu les suspects à l'origine de la tentative de coup d'État, ajoutant qu'une déclaration serait publiée par l'armée. Le Parti Oumma, le plus grand parti de la coalition au pouvoir, a dans un communiqué condamné la tentative de coup d'État et l'a considérée comme «une continuation des misérables tentatives d'avorter la révolution de décembre 2018 par des officiers de l›armée qui soutiennent l›ancien régime». Depuis le 21 août 2019, le Soudan vit une période de transition de 53 mois, qui devrait se terminer par la tenue d›élections au début de l'année 2024.

Source:Nation africa

K.Fiakofi

DIgitalisation des services du Trésor public : Mahama Ouédraogo dresse l'état des lieux



Face au jury, Mahama Ouédraogo a soutenu sa thèse de fin d'études sur la digitalisation des services du trésor public

Dans le cadre de ses travaux de fin d'études comptables, Mahama Ouédraogo (MO) a soutenu son mémoire pour l'obtention de son diplôme de cycle A de l'ENAREF, le 20 septembre 2021, à l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF). Devant le jury, en présence de ses parents, amis et connaissances, l'impétrant a brillamment soutenu son mémoire, ce qui lui a valu une mention honorable à l'issue de son exposé.

«La digitalisation des services du trésor: état des lieux et perspectives». C'est sur ce thème que portait le mémoire de MO qui était face à un jury composé de Adama Badolo, président du jury et responsable de l'Enaref, du rapporteur Gaoussou Touré et du directeur de mémoire Hyacinthe Tingueri. Dans son exposé qui a duré près de 20 minutes, MO a passé au peigne fin l'importance de l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les services administratifs, en général, et en particulier ceux du Trésor public burkinabè, en faisant l'état des lieux de la digitalisation des services du Trésor et en dégageant les perspectives. L'impétrant a organisé son travail autour des points comme la problématique de l'étude, les objectifs, la formulation des hypothèses, la démarche méthodologique, les résultats obtenus et enfin les recommandations. D'entrée de jeu,il a fait l'éloge de la modernisation des services publics. «Convaincu que les TIC constituent un puissant levier d'enracinement de la bonne gouvernance, le renforcement des capacités et l'atteinte des

La suite à la page 18

La suite de la page 17

objectifs du développement, le gouvernement burkinabè a mis en place des politiques d'informatisation depuis le début des années 1990 en vue d'améliorer l'efficacité de ses services», a-t-il fait observer, d'emblée. Et selon lui, plus de 20 ans après la mise en œuvre de cette informatisation, un état des lieux s'avère nécessaire, d'où le choix du thème de son mémoire. A l'entendre, au regard des multiples opportunités qu'offre la digitalisation, celle-ci s'illustre comme un axe à prioriser dans l'administration surtout au niveau du Trésor public. Cependant, «il est à noter que ces services ne disposent pas tous de la logistique nécessaire pour répondre, de façon efficiente, aux attentes du personnel et des contribuables», tente-il de tempérer. Pour atteindre les objectifs fixés par l'étude, MO affirme avoir travaillé sur une hypothèse générale et trois hypothèses spécifiques. Avec une approche méthodologique essentiellement constituée de la recherche documentaire, les entretiens avec les personnes ressources, l'observation participante **et l'administration de questionnaires.** Ces procédés, selon lui, ont permis d'obtenir des résultats intéressants dans les domaines du trésor comme le recouvrement des recettes, le paiement des dépenses publiques, la gestion comptable et financière des collectivités territoriales. Et à ces différents métiers, Mahama affirme que des logiciels ont été affectés pour assurer un bon fonctionnement des services. Il a ensuite relevé les forces, les faiblesses et les défis de cette digitalisation. Au titre des forces, l'impétrant a indiqué l'existence d'un cadre juridique sécurisé, en matière d'utilisation de moyens numériques pour les paiements et encaissements. Sur le plan institutionnel, il a fait mention de la mise en place de deux structures chargées de la digitalisation des services, à savoir la direction de l'informatisatisation du Trésor et le service qualité, innovation et suivi des réformes.

Forces et faiblesses de la digitalisation

A propos des faiblesses, il s'est essentiellement appuyé sur la faible connexion internet et la couverture partielle des services par le réseau central. Il n'a pas manqué de souligner les opportunités sur le plan national avec la volonté affichée au plan national et communautaire d'aller de s'engager activement dans un processus de digitalisation. A l'entendre, pour atteindre les objectifs, il faut mettre en place des comités techniques et de pilotage et construire des infrastructures adéquates. La réussite de ce processus passe par une mise à niveau du personne, avec la nécessité de recruter un personnel qualifié, une adaptation du cadre juridique réglementaire, la mise en œuvre des politiques de changement, l'identification des parties prenantes etc.

Une note de 16,5 avec félicitations du jury

A la fin de son exposé, MO s'est prêté aux questions et observations des membres du jury. Après quelques minutes de délibération, le jury a salué la qualité du travail de l'impétrant à qui il attribué la note de 16,5/20 avec la mention "très bien" assortie des félicitations du jury. Une sentence qui n'a pas laissé MO indifférent. «Actuellement, je suis animé d'un sentiment de joie, de satisfaction, le sentiment d'avoir fait un travail qui a été apprécié positivement par nos supérieurs», a-t-il confié, en présence des journalistes. Il a formulé le vœu que les recommandations contenues dans son document soient prises en compte par les autorités. Le président du jury et le directeur de mémoire qui l'ont rassuré, quant à la suite à donner à sa doléance, l'ont félicité pour la qualité du travail abattu, tout en lui souhaitant plein succès dans ses futures missions.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Une délégation de l'UA se rendra en Zambie pour une série de discussions



Une délégation de l'Union africaine (UA) se rendra en Zambie, pour participer à une série de discussions sur la manière de travailler avec le gouvernement. L'information a été donnée par l'ambassade de Zambie en Ethiopie, dans un communiqué de presse, cité par french.china.org.cn. Mme Mwansa, première secrétaire chargée de la presse et du tourisme, a fait savoir que ces discussions porteraient sur la manière dont l'organisation continentale pourrait travailler avec la Zambie, pour accélérer et maintenir une croissance inclusive, afin de réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 de l'UA intitulé «*L'Afrique que nous voulons*». Cette délégation participera également au lancement du Sokokuu, un marché africain en ligne de premier plan.

Maroc : Vers la mise en place des agences urbaines numériques 2.0



D'un coût estimé à 4 millions de dirhams, le département de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme vient de lancer une étude, pour la mise en place des Agences urbaines numériques 2.0 au Maroc, a rapporté Maroc Hebdo. Ce projet, qui rentre dans le cadre du Programme national de l'urbanisme durable (PNUD), vise à préparer les territoires à l'horizon 2040, sur leur transformation numérique. Elle s'accompagne également d'une restructuration et d'une réorganisation de l'entité Agences urbaines comme des directions centrales : remodelage, redéploiement des compétences, a précisé notre source.

Maroc : Les marocains du monde envoient plus d'argent à leurs familles en 2021



La pandémie du Covid 19 n'aurait pas eu d'effet sur les fonds de transfert des marocains vivant à l'étranger, malgré que la Banque mondiale ainsi que plusieurs organisations prédisaient une baisse des transferts de fonds. En effet, selon Maroc Hebdo, en l'espace de sept mois, les envois ont atteint 80% du total de 2020 avec une progression de 45,6%, passant de 37,1 milliards de dirhams en juillet 2020 à 54,02 milliards de dirhams à la même période de 2021. Selon l'Office des changes, le ministère des Finances et Bank Al-Maghrib, cela s'explique par la solidarité des Marocains du monde, avec leurs familles au Maroc.

Soudan: la télévision d'Etat appelle les citoyens à faire face à une tentative de putsch

Une source militaire soudanaise, de haut rang, a déclaré à l'Agence Anadolu qu'un groupe de putschistes tentait de prendre le contrôle du pays. C'est ce qui ressort d'un flash d'actualité, de la télévision nationale, qui n'a pas précisé l'identité du groupe de coup d'État dans l'immédiat. Le membre du Conseil de souveraineté, Mohamed Al-Faki Suleiman, cité par Anadolu, a appelé les citoyens à s'opposer à la tentative de coup d'État.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Maroc/ Classement Times Higher Education 2022: les universités marocaines se distinguent



Six universités marocaines figurent, à nouveau, dans le classement du prestigieux Times Higher Education (THE) 2022, publié par le magazine britannique Times, a rapporté Maroc Hebdo. Il s'agit de l'université Ibn Tofail de Kénitra, l'université Hassan II de Casablanca et Cadi Ayyad de Marrakech et les universités Mohammed V de Rabat, Sidi Mohammed Ben Abdellah de Fès et Hassan Ier de Settat, a précisé notre source. Ces performances sont notamment dans le domaine de la filière «*sciences physiques*» pour les trois premières universités sus citées et dans les «*sciences cliniques et de la santé*» pour les trois dernières, ainsi que de beaux scores dans la filière «sciences cliniques et de la santé», a indiqué Maroc Hebdo. Ce classement THE se base sur l'environnement éducatif, la production scientifique, la réputation des établissements et l'ouverture sur l'international.

Botswana : Les Communautés invitées à protéger les enfants vulnérables



Actuellement, 166 cas de souillure contre les orphelins ont été enregistrés selon le responsable du développement social et communautaire du nord-ouest, Kebalepile Horitius, cité par The Voice. Le responsable a, de ce fait, appelé les communautés à relancer les centres de protection de l'enfance, afin de lutter contre les abus envers les enfants orphelins et vulnérables. C'était lors d'un évènement de don Orphan Nest qui s'est tenu à Maun Main Kgotla la semaine dernière. Horitius a aussi révélé que 1640 orphelins ont été enregistrés uniquement à Ngamiland, alors que dans le district du Nord-Ouest 2477 orphelins en existaient. Hormis les violences sexuelles, Horitius a indiqué que ces enfants souffrent de violences économiques où les membres restants de la famille utilisent leur héritage pour leur gratification personnelle, a indiqué The Voice.

Botswana : L'opposition souhaite la révision de la constitution



Les partis d'opposition s'inquiètent de la réticence apparente du gouvernement à lancer le processus de révision constitutionnelle, un vieux sujet sur la planche depuis 3 ans de cela, a rapporté The Voice. Selon la présidente du Forum de coopération de l'opposition, le Dr Margret Nasha, citée par notre source, le président Mokgweetsi Masisi a fait de nombreuses promesses concernant une révision complète de la constitution il y a trois ans, mais sans prendre de mesure à ce sujet. Parmi leurs revendications, les partis veulent l'élection directe du président de l'État, des réformes électorales, l'indépendance de toutes les institutions de contrôle, la séparation des pouvoirs et la répartition des pouvoirs du président, a précisé The Voice.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

RDC/Nord-Kivu : L'armée annonce son redéploiement à Bashu pour combattre les groupes armés



Le porte-parole du gouverneur du Nord-Kivu, le général Sylvain Ekenge, a annoncé, le lundi 20 septembre 2021, un redéploiement des militaires congolais dans la chefferie de Bashu, a rapporté Radio Okapi. Ce redéploiement a été instruit par le commandant des opérations Sokola 1 Grand Nord, afin de combattre les groupes armés qui y sévissent, mais aussi pour mieux sécuriser les populations de la chefferie de Bashu. Sylvain Ekenge a, par ailleurs, indiqué que l'attaque qui a fait plusieurs morts au village Mutehendero, dans la chefferie de Bashu, était l'œuvre des miliciens Maï-Maï.

Botswana : La police a arrêté le 9e Suspect d'un attentat à la bombe à essence



La police de Kutlwano à Francistown a arrêté, le neuvième suspect, en la personne de Malebeswa Jubani, 30 ans dans le récent attentat à la bombe à essence qui a tué Maggie Abraham (39 ans) sur le site de Selepa, a rapporté The Voice. Le suspect a été traduit en justice, devant le tribunal de première instance de Francistown, le lundi 20 septembre 2021, où il a été inculpé de meurtre, de préjudice grave, d'imprudence criminelle et de tentative d'incendie criminel, a précisé notre source. Ayant émis un plaidoyer, il a été placé en détention provisoire en attendant d'être rappelé à la barre le 19 octobre 2021 ainsi que les 8 autres accusés.

Bénin: des agents de santé en garde à vue pour avoir vendu de faux carnets de vaccination



Au Bénin, plusieurs agents de santé dont des infirmiers et des sages-femmes sont en garde à vue car soupçonnés d'appartenir à un réseau de vente de faux carnets de vaccination. Plusieurs personnes ont pu se procurer ce carnet tenant lieu d'attestation de vaccination sans passer par la case vaccin anti-Covid. Ces personnes devraient être présentées au procureur en milieu de semaine. Les faux carnets étaient revendus entre 5 et 25 000 FCFA selon les informations de rfi. Le ministre de la Santé Benjamin Hounkpatin s'est exprimé solennellement sur l'affaire traitant les mis en cause « d'agents criminels sans foi ni loi ».

RDC/Ituri : Au moins 15 villages vidés de leur occupants

Environ quinze localités sur le tronçon Loya-Mambelenga, dans le territoire d'Irumu, (Loya, Sokotano, Mafifi, Sesa,Ofay, Idohu, Ndimo jusqu'à Membelenga), se sont vidées de leurs habitants, à la suite des exactions des rebelles ADF, a rapporté Radio Okapi. Ainsi, seuls les militaires des Forces armées de la RDC (FARDC) sont encore visibles dans cette région. Selon notre source, ces habitants plaident pour le retour de la paix et le lancement des opérations de grandes envergures, pour mettre fin aux scènes de violences perpétrées par les ADF.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Algérie : un journal sous le feu des critiques pour une photo occultant un minaret



Un quotidien francophone algérien El Watan s'est retrouvé lundi 20 septembre sous le feu des critiques pour avoir publié une photo retouchée occultant le minaret de la Grande mosquée d'Alger. La photo, montrait le passage du convoi funéraire de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, enterré dimanche, mais l'imposant minaret de la Grande mosquée d'Alger en arrière-plan en avait été supprimé, suscitant de vives critiques d'internautes outrés sur les réseaux sociaux. Devant ce tollé, le quotidien francophone s'est excusé sur son site, évoquant un «malheureux traitement technique au niveau du service PAO (publication assistée par ordinateur) du journal». Le ministère des Affaires religieuses a pour sa part estimé dans un communiqué que la publication de cette photo constituait «une violation qui devrait donner lieu à des mesures administratives et des poursuites judiciaires».

Le Mali ne digère pas les critiques du Niger



Les relations entre le Mali et le Niger sont de plus en plus tendues. De récents propos tenus par le chef de la diplomatie nigérienne ne passent pas à Bamako. Hassoumi Massaoudou a en effet critiqué sur la chaîne RFI, les militaires au pouvoir et insisté sur le délai de la transition. Il s'est également ouvertement opposé à une quelconque collaboration entre le Mali et une société privée russe évoluant dans le domaine sécuritaire. Dans un communiqué le ministère malien des Affaires étrangères a rejeté dimanche [19.9.21] «les propos inacceptables, inamicaux et condescendants de la part d'un responsable dont le pays a toujours entretenu d'excellentes relations avec le Mali.»

Madagascar: le prix plancher du kilo de vanille à l'export suscite la controverse



À Madagascar, le début de la campagne d'exportation de vanille suscite la controverse. Alors que la société civile demande au gouvernement l'abandon du prix plancher de 250 dollars le kilo à l'export, la liste des agréments qui autorisent les entrepreneurs à exporter la vanille laisse un goût amer à de nombreux entrepreneurs de la filière. Sur 300 demandes, seuls 66 opérateurs sont finalement autorisés à exporter de la vanille pour cette campagne. Plusieurs opérateurs du secteur estiment, par ailleurs, que 250 dollars le kilo est un prix trop élevé qui détournerait les potentiels clients de la vanille malgache. Pourtant pour le ministre du Commerce, il s'agit d'un prix qui ne soit pas trop bas et qui maintient la vanille malgache à sa juste valeur sur le marché international.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Guinée-Bissau : La BOAD financera le dragage et la signalisation des canaux d'accès au port de Bissau



La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) va financer à hauteur de 15 milliards de Francs CFA environ 27 millions de dollars pour le dragage et la signalisation des canaux d'accès au port de Bissau, a révélé lundi 20 septembre 2021, le ministre bissau-guinéen des Transports et des communications, Augusto Gomes, dans un communiqué pour évoquer les travaux de réinstallation des feux tricolores dans les rues de la capitale Bissau. M. Gomes a informé être en train de travailler avec la BOAD dans le but de débloquer des financements, et a toutefois rappelé que le fonds était déjà destiné à la Guinée-Bissau depuis plus de dix ans, mais que le pays n'avait pas réalisé son enquête en raison de la situation interne.

Libye: 134 migrants clandestins secourus au large de la côte ouest, selon le HCR



Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé lundi que 134 migrants illégaux ont été secourus au large de la côte ouest de la Libye.»La nuit dernière, 134 personnes ont débarqué au port de la raffinerie de pétrole Azzawiya après avoir été sauvées ou interceptées en mer», a tweeté l'agence onusienne en charge des réfugiés, affirmant qu'elle-même ainsi que le Comité de secours internationaux (COSI) étaient présents sur le site pour apporter une assistance urgente aux survivants. Plus de 24.420 migrants clandestins, dont des femmes et des enfants, ont été secourus depuis le début de cette année, tandis que des centaines d'autres ont été portés disparus au large des côtes libyennes sur la route de la Méditerrannée centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Kenya : Les survivantes de violences sexistes ont besoin d'aide, Human Rights Watch



La réponse du gouvernement kenyan face à la violence fondée sur le genre lors de la pandémie de Covid-19 a été trop faible et trop tardive, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié mardi . Le rapport , intitulé « 'Je n'avais nulle part où aller' : Violence à l'égard des femmes et des filles lors de la pandémie de Covid-19 au Kenya », décrit en détail en quoi l'échec du gouvernement kenyan à assurer des services permettant de prévenir la violence fondée sur le genre et d'apporter une assistance aux survivantes, dans le cadre de ses mesures de lutte contre le Covid-19, a favorisé l'augmentation de la violence, notamment sexuelle, à l'égard des femmes et des filles.« La pandémie n'est pas la première crise lors de laquelle le Kenya a connu une flambée de violence à l'égard des femmes et des filles », a déclaré Agnes Odhiambo,chercheuse senior auprès de la division Droits des femmes de Human Rights Watch et directrice du bureau de Nairobi.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info